PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

DECRET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

DECRET N° 61 - 323 /PR/MSPAS

portant création au Dahomey d'un Bureau National des Stupéfiants assisté d'une Commission Interministérielle

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

VU la Loi n° 60-36 du 26 Novembre 1960 portant Constitution de la République du Dahomey ;

VU le Décret n° 381/PCM du 29 Décembre 1960 portant nomination des Membres du Gouvernement ;

VU le Décret n° 111/PR-CAB du 15 Avril 1961 fixant les attributions des Membres du Gouvernement ;

VU les nécessités du Service ;

Le Conseil des Ministres entendu ;

DECRET :

ARTICLE 1er - Un Bureau National des Stupéfiants de la République du Dahomey est créé à la Direction de la Santé Publique.

ARTICLE 2 - Le bureau National des Stupéfiants fonctionne sous la responsabilité d'un fonctionnaire, Chef du Bureau des Stupéfiants, nommé par le Ministre de la Santé Publique, de la Population et des Affaires Sociales ; ce fonctionnaire est assisté du Conseiller Technique et d'un Secrétaire.

ARTICLE 3 - En vertu des dispositions de l'Article 15 de la Convention Internationale du 13 Juillet 1954, le Bureau National des Stupéfiants a pour mission :

a) d'appliquer les prescriptions des Conventions, accords et protocoles internationaux relatifs aux Stupéfiants ;

b) de réglementer, surveiller et contrôler le Commerce des drogues nuisibles ;

c) d'organiser la lutte contre la toxicomanie, en prenant toutes mesures utiles pour en empêcher le développement et pour en combattre le trafic illicite ;

Cette mission consiste principalement à :

- 1°/ - évaluer les besoins annuels en Stupéfiants de l'Etat ;
- 2°/ - établir les Permis d'Importation de Stupéfiants nécessaires à la couverture des besoins de l'Etat ;
- 3°/ - contrôler l'entrée, la répartition et l'utilisation, à tous les stades, de ces Stupéfiants ; endosser les Certificats ou Autorisations d'Importation ou d'Exploitation ;
- 4°/ - établir la comptabilité des Stupéfiants ;
- 5°/ - surveiller et contrôler le cas échéant, la transformation ou la fabrication de Stupéfiants, établir les Certificats d'Exploitation ou d'Importation nécessaires et contrôler les stocks ;
- 6°/ - combattre le trafic illicite de ces substances et promouvoir toutes mesures utiles dans la lutte contre la toxicomanie ; tenir un fichier des toxicomanes ; établir les rapports de saisie ;
- 7°/ - tenir à jour la liste des personnes ou Etablissements autorisés à détenir, fabriquer, importer, exporter ou à faire le commerce des Stupéfiants ;
- 8°/ - établir ou modifier la réglementation nationale de ces substances compte tenu des dispositions des traités internationaux en la matière ; examiner les rapports d'infraction et transmettre les dossiers au Ministère de la Justice pour suite à donner ;
- 9°/ - établir chaque année un rapport sur l'application des traités internationaux au Dahomey et remplir les formulaires statistiques comptables trimestriels et annuels prévus par lesdits traités dans les délais et aux époques requis.

ARTICLE 4 - Le Bureau National des stupéfiants est assisté d'une Commission Interministérielle des Stupéfiants composée :

- 1 - d'un représentant du Ministre de la Justice et de la Législation ;
d'un représentant du Ministre des Affaires Etrangères ;
d'un représentant du Ministre des Affaires Intérieures et de la Défense (Direction de la Sécurité et des Services de Police) ;
d'un représentant du Ministre du Commerce, de l'Economie et du Tourisme ;
d'un représentant du Ministre de la Santé Publique et des Affaires Sociales.
- 2 - des personnalités scientifiques et universitaires dont les travaux concourent à la protection de la Santé Publique contre les drogues nuisibles ;

- 3 - du Chef du Laboratoire National des fraudes, de chimie et de toxicologie ;
- 4 - d'un Représentant de chacun des ordres nationaux des médecins et des pharmaciens ;

ARTICLE 5 - La Commission Interministérielle, présidée par le Ministre de la Santé Publique ou son Représentant, donne son avis :

- 1 - sur toutes les opérations agricoles, industrielles et commerciales, relatives aux Stupéfiants ;
- 2 - sur les mesures législatives et réglementaires à prendre, sur le plan national, en matière de lutte contre la toxicomanie.

Elle est aussi appelée à promouvoir toutes dispositions nécessaires en vue de l'efficacité de la lutte contre la toxicomanie.

ARTICLE 6 - Le Secrétaire de la Commission Interministérielle est assurée par le Secrétariat du Bureau National des Stupéfiants.

ARTICLE 7 - Le Ministre de la Santé Publique, de la Population et des Affaires Sociales est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré, publié au Journal Officiel de la République du Dahomey et communiqué partout où besoin sera.

Par le PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
Le Ministre de la Santé Publique
et des Affaires Sociales

Hubert MAGA

R. DEROUX

APPLIICATIONS:

J.O.R.D.	1
P.R.	15
MINISTRES	13
S.G.G.	4
NSAS	20
A.N.D.	2
COUR SUPREME	2
MAID/SURETE	2